

même de la communauté, dans la mentalité de ses membres”.

Toujours le retour

En effet, si la communauté comorienne de Marseille est importante par le nombre de ses ressortissants, elle est jeune dans l'immigration. De ce fait, la plupart des Comoriens de la première génération vivaient dans le mythe d'un retour prochain au pays. Peu d'entre eux envisageaient jusque-là d'investir un argent durement gagné en créant une entreprise dans un pays d'accueil qu'ils allaient finir par quitter. “Sur la question du retour, les choses ont vraiment évolué. Les Comoriens de la première génération ont eu des enfants en France. Ceux-ci sont désormais Français. De ce fait, beaucoup de famille n'envisagent plus le retour comme un avenir possible, reprend le président d'ACOR. En revanche, ils continuent d'envoyer de l'argent au pays. Ça fait vivre beaucoup de monde mais ça ne permet pas de mettre en place un véritable développement de l'archipel. En effet, cet argent sert avant tout à acheter des biens d'équipement et de consommation qui viennent de France. D'autre part, avec le renouvellement des générations, cette manne financière va peu à peu diminuer. Il faut donc remplacer cet apport financier par un investissement productif qui permette de créer de l'activité. Pour cela, il faut mettre en place des liens solides de co-développement”. L'idée est simple : il s'agit de prendre appui sur cette implantation durable de la communauté pour l'aider à créer de l'activité en France. Cette création économique ne doit pas se couper du pays d'origine, bien au contraire. La forte communauté de Marseille peut aider au développement de l'archipel tout en travaillant

à son propre développement.

D'une pierre, deux coups

Voilà donc l'idée d'une chambre de commerce franco-comorienne qui s'impose. Pour ce faire, les créateurs d'ACOR s'appuient sur la génération des Comoriens nés en France.

“Ces jeunes sont allés à l'école républicaine. Ils sont beaucoup plus diplômés que leurs aînés, analyse Ali Smaïl jeune chargé de mission de la chambre de commerce. La plupart n'envisagent pas d'aller vivre aux Comores. En revanche, beaucoup veulent travailler au développement du pays. Ils sont jeunes, Rmistés ou au chômage mais ils ont des projets. A partir du projet dont ils sont porteurs, nous réalisons une étude de faisabilité et une étude de marché. Puis nous les aidons à trouver les financements nécessaires à leur réalisation. Enfin, on les suit durant la période de lancement et de développement de leur structure”.

Déjà, à Marseille, de nombreux projets ont été menés à bien. Là, un magasin de musique, ici, une boucherie ou un garage. Et, déjà, de nombreux candidats arrivent avec dans leurs mallettes des projets pour les Comores. Untel veut se lancer dans le concassage de pierre et la construction de routes. Tel autre veut ouvrir un garage pour occuper ses vieux jours. Les projets ne manquent pas. Là-bas, des partenariats solides ont été tissés avec les autorités économiques. Ici, le même travail est en cours de réalisation pour repérer d'éventuels partenaires et investisseurs. Car la Chambre de commerce franco-comorienne doit d'abord se faire connaître pour incarner l'esprit d'entreprise des Comoriens de Marseille.

UNE CHAMBRE À L'AMBASSADE

Inaugurée en avril 2001, la Chambre de Commerce Franco-Comorienne (CCFC*) s'est fixé trois buts. Tout d'abord, favoriser le développement des échanges économiques entre les deux pays. La chambre propose une aide à la création d'entreprise en France ou aux Comores (aide à l'élaboration des études de marché, des dossiers financiers, aide pour la mobilisation du financement...) et se propose d'épauler les porteurs de projets pour les démarches administratives. “Nos deux autres objectifs consistent d'une part, à promouvoir l'économie comorienne et d'autre part, à permettre une meilleure représentativité des entreprises comoriennes en France”, ajoute Ahmada M'Boussouri, l'un des créateurs de la Chambre. En dehors de la demi-douzaine de projets qu'elle a contribué à faire naître sur Martigues et Marseille (magasin de disque, commerce de détail, impression offset, salon de coiffure...), la jeune CCFC a remporté un autre joli succès : elle devrait bientôt prendre en charge le service économique de l'Ambassade des Comores à Paris.

NW

par les politiques. D'ailleurs, les liaisons dangereuses qu'entretiennent le monde des affaires et celui de la politique sont une donnée fondamentale dans la vie courante de la jeune république comorienne. Mais nous ne nous attarderons pas sur ce volet qui ferait l'objet d'un dossier tout entier.

Donc l'empire étant, la succession se fait prompte. Le flambeau est repris, les fils (les filles aussi) répondent toujours présents au passage du témoin. Le relais est assuré. Malgré la relève ou avec celle-ci, certains pères continuent à régner en véritable patriarches sur leurs groupes, qu'ils ont bâti à la force de leurs poignées. Aujourd'hui les héritiers essaient de trouver et d'imposer leurs propres marques. Ils cherchent surtout dans leurs diverses stratégies de développement, à se faire un prénom. Leur tâche, il faut le reconnaître, n'est pas des plus aisés. La conjoncture n'est

pas au beau fixe, loin de là. De plus les temps ont changé, ils doivent tenir compte d'un grand nombre de données nouvelles. Le paysage économique change. De profondes mutations frappent la société. Leur regroupement comme force syndicale en une corporation (OPACO) est une de leurs grandes réponses dans leur volonté d'adaptation face à un environnement globalisant menaçant. Volonté qui passe, entre autres, par la création de nouvelles structures, comme l'A.P.S.P (Agence pour le développement et la promotion du secteur privé) née avec la collaboration de la Chambre de Commerce.

Cependant, la crise aidant, le secteur privé semble s'essouffler. Surtout face aux dérives monopolistiques de la BIC-BNP, seule institution bancaire qui, de par sa position, ne cesse d'asphyxier les chefs d'entreprise avec des taux de crédits inimaginables. Pourtant, ce ne

sont pas les projets qui manquent. Et malgré sa création, le CASP (Centre d'appui au secteur privé) n'arrive pas à s'insuffler l'esprit d'entreprise et à encourager les initiatives. Beaucoup de chefs d'entreprise et à sont actuellement menacés de faillite chronique. La BIC-BNP qui vient de provoquer il y a peu la chute du groupe de Saïd Djaé - un des patrons les plus performants du moment - les tient tous à la gorge. Tyrannie bancaire et despotisme financier sont les virus qui menacent la santé économique de nos capitaines d'industrie. Ces derniers espèrent tous un remodelage du paysage bancaire, avec l'avènement de nouvelles institutions financières. Est-ce la chronique d'une fin d'époque annoncée ? Les années 2000 verront-elles émerger une nouvelle race de jeunes Grands Patrons.

SAST.